

**EMPRUNT OBLIGATAIRE
DE SONELGAZ**

**4 millions d'bligations sont
placées auprès du public**

Plus de 4 sur les 6 millions d'obligations souscrites par le groupe Sonelgaz ont été placées auprès du public, a déclaré son président-directeur général, M. Nouredine Bouterfa, à l'occasion de la cérémonie de clôture de l'opération «emprunt obligataire Sonelgaz», organisée hier matin à l'hôtel Sofitel d'Alger. Cette opération s'était étalée du 1^{er} au 30 juin dernier.

Lyès Menacer- Alger (Le Soir) - Environ deux millions des obligations restantes sont détenues par les institutions financières qui sont membres du syndicat de placement. Le chef de file de ce syndicat est la BNA qui est aussi le courtier accompagnateur de Sonelgaz. Sur un total de 2 185 souscripteurs, l'on a enregistré 2 128 personnes physiques et 36 personnes morales non financières. Les 21 autres souscripteurs restants relèvent des institutions financières (caisses, assurances, etc.) et des banques membres du syndicat de placement. Ce chiffre a pratiquement doublé par rapport à celui enregistré lors du lancement du premier emprunt obligataire grand public, en 2005, où cette entreprise n'a pu placer que 1,17 million d'obligations auprès du public.

Pour cette année 2008, le groupe Sonelgaz a réussi, il faut le rappeler, à lever 30 milliards de dinars, répartis sur 6 millions d'obligations dont le prix de l'émission a été fixé à 5 000 DA. 61% des obligations souscrites sont placées au niveau de la wilaya d'Alger, 19% à Oran, 6% à Sétif et 3% à Tizi-Ouzou. Les 10% des souscriptions restantes sont réparties sur les 44 autres wilayas du pays. Sur les 19% des obligations détenues par les banques membres du syndicat de placement, la BNA et le CPA cumulent plus de 55% de l'argent levé par Sonelgaz. Les banques privées ont attiré moins de 5% des souscripteurs qui ont ainsi préféré accorder leur confiance aux banques publiques, s'est réjoui le P-dg de la BNA, M. Seghir Benbouzid. Cet argent servira, rappelons-le, «au financement d'une partie d'un important plan d'investissement de Sonelgaz et permettra, non seulement de répondre à la demande croissante en énergie, mais aussi de moderniser et donc d'améliorer la qualité de service au citoyen», avait noté un communiqué de presse diffusé au début de ce mois. Il faut noter que le programme de financement, pour la seule année 2008, nécessite un investissement de 187,5 milliards de dinars, a affirmé le P-dg du groupe.

Ces investissements seront financés à hauteur de 30 milliards de dinars issus du présent emprunt, 35 milliards de dinars seront prélevés dans les ressources financières du groupe. L'Etat mobilisera pour sa part une enveloppe de 30,5 milliards de dinars dans le cadre de ses propres programmes de distribution du gaz naturel et d'électrification rurale. «81 milliards de dinars seront financés par des crédits bancaires alors que les 11 milliards restants représentent la participation des clients à leurs travaux de raccordement», lit-on dans le communiqué de presse diffusé hier par Sonelgaz. Le P-dg du groupe Sonelgaz a affiché hier sa satisfaction quant à la réussite de la seconde opération d'emprunt grand public qui a contribué, selon lui, à la redynamisation du marché boursier et des opérations financières.

Par ailleurs, «ces obligations portent intérêt au taux de 3,75% (la 1^{re} année), 4% (la 2^e année), 4,5% (la 3^e année), 5% (la 4^e année), 5,5% (la 5^e année), 6,5% (la 6^e année). Les intérêts sont annuels, payables à la date de jouissance de chaque année pendant six (6) ans et pour la première fois à la date de jouissance le 1^{er} juin 2009». Les titres vendus «seront mis sur le marché secondaire. Ils feront l'objet d'une demande d'admission en Bourse dans les 30 jours suivant la levée de l'emprunt», avait indiqué le communiqué du groupe qui date du 1^{er} juillet dernier. Le P-dg de Sonelgaz a rejeté, en marge de la cérémonie d'hier, toute éventualité d'une augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité durant cette année 2008. Il a toutefois indiqué que ce dossier sera rouvert courant 2009. «Notre plan de financement sera bouclé en 2010 et cet emprunt ne fait que retarder des échéances qui seront discutées une fois l'équilibre financier atteint», a-t-il indiqué en dévoilant les intentions de son groupe d'investir à l'avenir dans le domaine des énergies renouvelables.

L. M.

TRANSPORTS URBAINS

**Les travailleurs de l'ETUSA
en grève illimitée**

Devant le mutisme du ministère des Transports, les différentes sections syndicales de l'entreprise des transports urbains et suburbains d'Alger (ETUSA), ont opté hier pour la grève. Une grève qui ne sera pas sans conséquences sur les usagers et la circulation.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Aucun autobus de l'Etusa ne circulait hier dans la capitale. Pour cause, les quelque 2 100 travailleurs de l'Etusa ont décidé de porter haut leurs voix, par la voie de la protestation. Ainsi, une grève «illimitée» a été décidée par les salariés des différentes unités de l'entreprise, et ce, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Les grévistes réclament une reconsidération de leur situation salariale. En fait, suite aux retards consécutifs dans la perception de leurs salaires, les tra-

vailleurs de l'Etusa, toutes sections confondues, peinent à subvenir aux besoins de leurs familles. «Nous n'avons pas perçu nos salaires depuis plus d'un mois», criaient les salariés de l'unité de Hassiba-Ben-Bouali. Un fait qui ne leur est pas nouveau d'ailleurs. «Cette situation s'est répétée plusieurs fois. Ce n'est pas un fait singulier», nous explique un des salariés regroupés devant l'unité. «Nos revendications portent principalemnt sur les salaires et les subventions», nous explique Bouabbache

Rabah, SG de la section syndicale de l'Etusa-Hassiba. Ce dernier rapporte que «les recettes de l'Etusa ne sont plus suffisantes pour assurer les salaires». Le syndicat réclame des subventions plus importantes. Selon ce même responsable, le mot d'ordre de grève a été suivi à 100%.

Il est à noter que ce premier jour de grève est accompagné de débats virulents sur le service minimum. Garanti en cas de grève, ce dernier «n'est pas respecté par les grévistes», soutient la majorité des usagers rencontrés. Le représentant syndical de son côté certifie que «le service minimum sera assuré de 5h30 à 9h30» uniquement. Le département des transports, de son côté, patine au lieu de trouver des solu-

tions bénéfiques pour tous. Cependant, ce sont les usagers des transports en commun qui sont pris en otages et ont clairement affiché leur mécontentement hier dans les différentes stations urbaines. «C'est scandaleux de prendre en otage les usagers», s'insurge Mohamed, qui essaie désespérément de trouver un taxi. «Déjà qu'en temps ordinaire, c'est la galère, mais les jours de grève la situation devient catastrophique», estime-il. Devant cet état de fait, les citoyens sont contraints de se ruer «sur les taxis». «Mais le mieux serait de pratiquer la marche à pied», suggère un des rares usagers de bonne humeur en ce premier jour de grève.

W. Z.

**L'ASSOCIATION D'ALPHABÉTISATION IQRAA SUBIT
DES PRESSIONS**

«Notre prochaine rentrée scolaire est compromise»

Occupants seules le terrain pendant des années, au moment même où l'Etat a déserté la société se cachant derrière la situation sécuritaire, les associations algériennes sont aujourd'hui assaillies par les institutions officielles, les empêchant de travailler normalement, jusqu'à leur couper les vivres en les obligeant presque à être à leur merci.

Rosa Mansouri- Alger- (Le Soir) - C'est le cas de l'association d'alphabétisation Iqraa qui subit depuis quelque temps de fortes pressions de la part de l'Office national d'alphabétisation qui exerce une manipulation sans précédent sur les enseignants encadreurs de l'association et sur les élèves analphabètes afin de les détourner au profit de ses centres. Quoique l'objectif est le même, alphabétiser le maximum de personnes sur les 6,4 millions d'analphabètes que compte l'Algérie, l'Office national d'alphabétisation, qui va à contre courant des recommandations de sa tutelle, le ministère de l'Education en l'occurrence, veut écarter le mouvement associatif et faire cavalier seul dans cette opération dont l'enjeu est capital. Invitée hier au forum *El Moudjahid*, la présidente de Iqraa, M^{me} Aïcha Barki, n'a pas trouvé les mots qu'il faut pour qualifier l'harcèlement exercé par les bureaux locaux de l'Office sur le personnel de l'association. «Ils sont allés jusqu'à proposer des omras et un pèlerinage aux Lieux-Saints pour convaincre les enseignants et les élèves de les rejoindre», dénonce-t-elle. «C'est un comportement inadmissible. Nous n'acceptons pas le marchandage

et nous refusons de nous mettre sous la coupe de l'Office», affirme-t-elle, ajoutant que la seule chose que son association ne peut pas refuser est l'aide pédagogique et financière, en dehors de toute autre considération. Il est à noter que le gouvernement, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'analphabétisme, a consacré une enveloppe de 180 milliards de dinars et que les associations devaient bénéficier d'un financement. «Dorénavant, le budget ne sera plus centralisé. Chaque association aura sa part selon ses besoins», avait déclaré en février 2008 le ministre de l'Education nationale. Toutefois, la réalité est autre. M^{me} Barki craint que la prochaine rentrée soit compromise en raison des difficultés financières de l'association. «Notre rentrée scolaire risque d'être compromise», dit-elle, appelant les pouvoirs publics à agir vite et à permettre aux 130 000 analphabètes inscrits dans ses registres de bénéficier d'une scolarité plus ou moins normale, sachant qu'un problème d'abandon du cursus d'alphabétisation commence à se poser pour les inscrits.

En effet, si des problèmes d'indisponibilité de classes ou de manque de manuels surgit en début d'année scolaire, les élèves analphabètes, dont un nombre important de femmes au foyer, seront démotivés et rebrousseront chemin avant même de prendre goût à cette nouvelle expérience censée être un vecteur de leur émancipation et intégration sociale et économique. M^{me} Barki estime que l'enjeu est sérieux et que la diminution à raison de

50 % du taux d'analphabétisme d'ici à 2012 demande une mobilisation de tous les acteurs de la société, sans exception ni discrimination, surtout lorsqu'on réalise que sur 7 millions d'analphabètes en 1998, on comptait en 2005, 6,4 millions, soit une baisse de 700 000. Alors comment relever le défi d'ici à 2012, en écartant déjà les acteurs qui sont sur le terrain ? Pour l'année scolaire 2007/2008, l'association Iqraa a inscrit 98 629 personnes, avec au total 4 162 classes et 4 754 enseignants.

L'association rend hommage toutefois au ministère de l'Education nationale qui est intervenu auprès de la Fonction publique pour accepter les enseignants qui ont le niveau 3^e AS. «Il faut être raisonnable et logique. Ces enseignants travaillent avec nous depuis des années et il n'est pas possible d'exiger le niveau universitaire pour l'alphabétisation, sachant que les licenciés ont des ambitions plus importantes», explique-t-elle. En plus de l'action de lire et d'écrire, Iqraa a d'autres objectifs, dont celui d'inculquer la culture de la citoyenneté et de faire connaître à ses «élèves» le code de la famille. L'occasion lui était donnée hier pour présenter une étude sur la prise de conscience des élèves analphabètes par rapport au code de la famille, après une année de formation avec un guide spécial élaboré à cet effet. L'expérience partagée avec le CENEAP a été d'un grand succès.

R. M.

UNIVERSITÉ M'HAMED-BOUGUERRA DE BOUMERDÈS

Les chasseurs de têtes sévissent

Des entreprises d'envergure internationale dans les secteurs des hydrocarbures, de la pétrochimie et dans le secteur industriel vont désormais à la source, les facultés de l'université M'hamed-Bougerra de Boumerdès en l'occurrence, pour recruter leurs cadres.

Cette année Sonatrach, certaines de ses filiales, le Groupe Dennouni de Tlemcen, Schlumberger, Toyota Algérie, entre autres, n'ont pas attendu la fin de l'année pour cibler les étudiants les plus en vue pour leur faire des offres. Les sortants de la faculté des hydrocarbures et de la chimie sont les plus sollicités. Presque tous les majors de promotions que nous avons interrogés affirment avoir été approchés

par l'une des multinationales. K. Belkacem, ingénieur et major de promotion dans la filière des gisements pétroliers et miniers, a, selon lui, subi un test chez Sonatrach et se voit proposer une formation supplémentaire de 9 mois chez la multinationale allemande. Brahimi Djamil, ingénieur en pétrochimie, a été approchée au moment de son stage pratique effectué dans les champs pétrolifères au sud du pays. Mousselmal Mohamed, ingénieur dans les secteurs des transports des hydrocarbures, se voit proposer par Toyota un poste dans la mécanique des chantiers. Le groupe Dennouni, qui commercialise des engins de travaux publics, serait également intéressé par son profil. Il y a, semble-t-

il, la Corée du Sud qui propose 6 postes d'études aux nouveaux diplômés. Autant dire que ce pays fait un recrutement, car il est sûr d'utiliser ces compétences à son profit.

Selon M. Abdelbaki Norredine, doyen de la faculté des hydrocarbures et de la pétrochimie, ils seront probablement environ 200 diplômés des facultés de l'université de Boumerdès à rejoindre dès la fin de leur cursus universitaire les chantiers.

Est-ce la qualité des diplômes de cette université ou l'expansion du secteur industriel et pétrolier surtout qui crée cet engouement ? «Je pense que plusieurs paramètres ont contribué à cette situation.

Il y a effectivement l'accéléra-

tion des activités d'exploration et d'exploitation du pétrole dans notre pays, d'une part, et, d'autre part, il ne faudrait pas oublier que notre faculté a hérité de l'expérience (33 ans) de l'ex-INH et de 10 ans de son existence», nous dit M. Abdelbaki qui apporte une autre précision : «La génération des ingénieurs des années 1970 part en retraite. Il y a donc le renouvellement du personnel d'encadrement. Par ailleurs, certaines filières sont enseignées uniquement en Algérie.» Au constat de cette situation, on est tenté par une question. Dix années après sa création, l'université M'hamed-Bougerra chatouille-t-elle l'excellence ?

Abachi L.